

## Reprise dans les services marchands en 2004, tirée par les services aux entreprises

En 2004, le produit intérieur brut de l'**ensemble de l'économie** s'accroît de 2,3 % en volume, après + 0,8 % en 2003 et + 1,2 % en 2002. La consommation des ménages reste le principal soutien de cette légère reprise. L'investissement des entreprises rebondit et vient également soutenir l'activité. Ces deux moteurs de la croissance sont en partie contrebalancés par le commerce extérieur, le solde des échanges de biens devenant négatif pour la première fois depuis 2000. L'excédent des échanges de services (hors négoce, transports et services financiers) s'améliore, mais pèse peu. Enfin, après le déstockage de 2003, l'accroissement des stocks en 2004 contribue fortement à la croissance du PIB (+ 1 point). Ce phénomène exceptionnel est en grande partie dû à l'agriculture.

À l'image du reste de l'économie, la production des **services marchands** progresse en volume de 2,1 % en 2004 (*figure 1*). La reprise de 2004 s'appuie sur celle des services aux entreprises via la croissance de la demande intérieure. C'est notamment le cas dans les technologies de l'information (télécommunications et services informatiques), où la progression des prix est restée très faible, et dans les activités de conseil. Les activités immobilières affichent aussi une progression sensible de leur production, en volume mais également en prix. En revanche, les services aux particuliers sont moins dynamiques avec en particulier l'hôtellerie-restauration en retrait pour la deuxième année consécutive. Le dynamisme de la consommation des ménages se concentre en effet sur quelques activités de services seulement, comme les activités de cinéma, vidéo et les jeux de hasard et d'argent.

**Figure 1. Équilibre ressources-emplois des services marchands (hors TVA)**

	2001		2002		2003			2004		
	millions d'euros	volume %	prix %	millions d'euros	volume %	prix %	millions d'euros	volume %	prix %	millions d'euros
Production de la branche (1)	714 875	2,0	2,2	745 338	1,3	1,6	767 103	2,1	1,7	796 931
Transferts (*) (2)	21 550	- 0,6	1,3	21 705	5,0	1,1	23 058	5,0	0,8	24 408
Impôts moins subventions (3)	12 758	5,4	- 0,1	13 436	2,1	2,1	13 418	5,5	6,2	15 032
Importations (4)	23 376	1,2	1,4	23 977	2,0	1,0	24 689	- 1,2	1,5	24 759
Consommations intermédiaires (5)	426 225	1,2	1,9	439 255	0,8	1,5	449 331	2,0	1,4	464 880
Consommation finale (6)	260 667	3,3	2,4	275 765	1,9	2,2	287 224	2,2	2,4	300 559
Investissement (7)	60 362	1,6	2,5	62 905	3,4	- 0,2	64 898	4,1	1,6	68 610
Exportations (8)	25 305	2,7	2,1	26 531	0,0	1,0	26 815	- 0,5	1,5	27 081

(\*) Transferts de produits fatals (exemple : publicité de la presse) et les productions marchandes des branches non marchandes.

Lecture : (1)+(2)+(3)+(4)=(5)+(6)+(7)+(8).

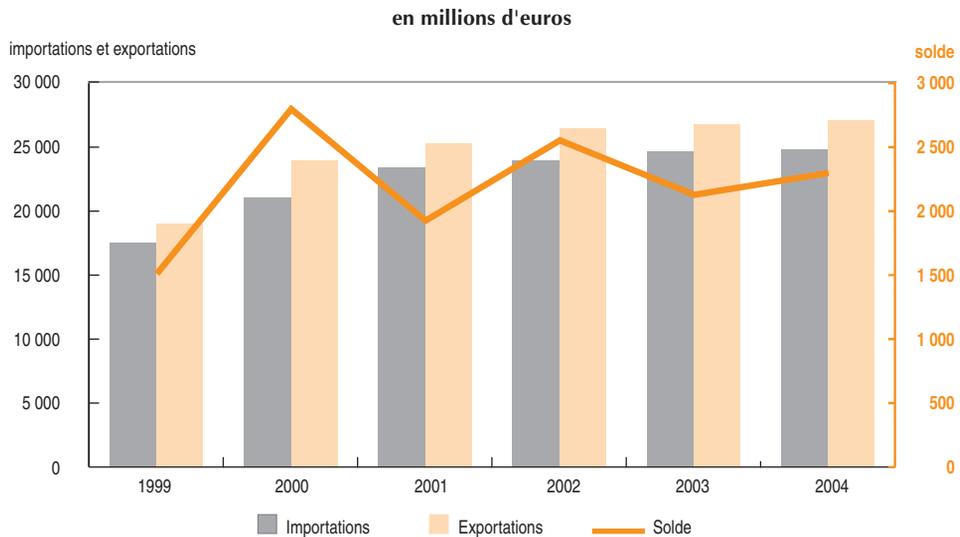
Champ : activités immobilières (location, promotion et gestion immobilières), services aux entreprises (hors R&D non marchande), services aux particuliers (y compris agences de voyages, hors services domestiques et activités culturelles non marchandes).

Source : *comptes des services, base 2000, Insee.*

Après un léger recul de l'emploi dans les services marchands en 2003, le regain d'activité en 2004 entraîne une croissance de l'emploi : 60 000 salariés supplémentaires en moyenne annuelle (+ 1,3 %), travaillant à temps complet ou à temps partiel. La progression de l'emploi est plus forte dans les services aux particuliers que dans les services aux entreprises ou les activités immobilières (respectivement + 1,9 %, +1,1 % et + 0,8 %).

En 2004, les services marchands affichent une stabilité des importations en valeur (+ 0,3 %) alors que les exportations progressent légèrement (+ 1,0 %). Le solde des échanges extérieurs de services est toujours positif et s'améliore donc (figure 2). Dans les **télécommunications**, les importations fléchissent sensiblement, conduisant à un

**Figure 2. Échanges extérieurs de l'ensemble des services marchands**



Source : comptes des services, base 2000, Insee.

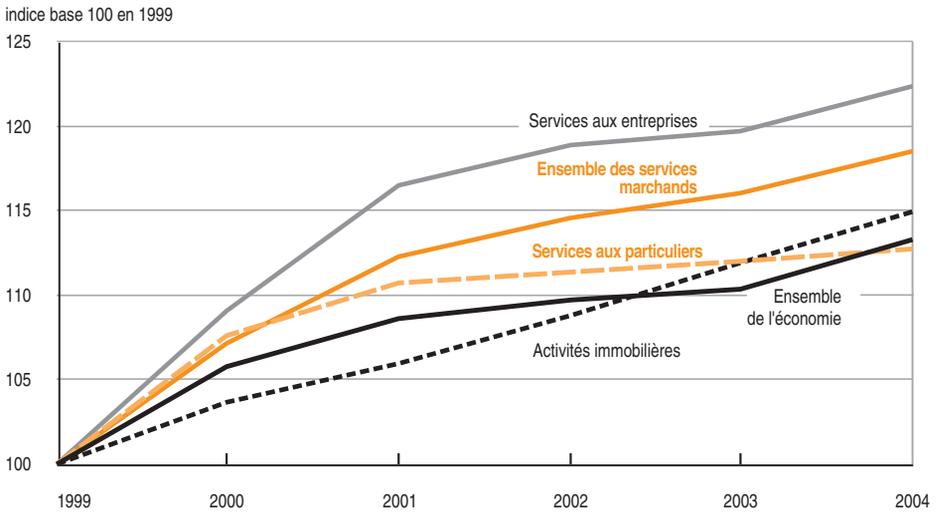
solde excédentaire après une année 2003 déficitaire. Pour la branche du **conseil et assistance**, le solde est légèrement moins excédentaire qu'en 2003 en raison principalement d'une baisse des exportations en ingénierie, études techniques. Dans le même temps, les exportations sont en hausse dans les **activités récréatives, culturelles et sportives**, grâce aux activités audiovisuelles, permettant de revenir à un équilibre du solde extérieur pour cette branche.

### Les TIC dynamisent la demande de services aux entreprises

La production des **services aux entreprises** (cf. encadré p. 18) augmente en volume sensiblement plus vite qu'en 2003, + 2,3 % au lieu de + 0,7 % en 2002 (figure 3).

Les technologies de l'information et de la communication (télécommunications et services informatiques) sont parmi les plus dynamiques. La progression est toutefois bien plus modérée que celle de la fin des années 1990. Les services de **postes et télécommunications** affichent

Figure 3. Production en volume (indice de volume au prix de l'année précédente)



Source : comptes des services, base 2000, Insee.

une hausse de la production (+ 3,3 %) supérieure à la moyenne. Cette dernière est davantage tirée par la hausse de la consommation des ménages que par la demande des entreprises et des administrations. La croissance du segment des mobiles (44,5 millions d'abonnés selon l'Arcep<sup>1</sup>, en hausse de près de 7 %) et, dans une moindre mesure, la forte augmentation de la demande des ménages en connexions internet à haut débit (6,5 millions d'abonnés au haut débit) ont soutenu l'activité dans ce domaine. Ces évolutions interviennent dans un contexte de prix stables en 2004 (+ 0,5 % pour les prix de la consommation des ménages pour ces services).

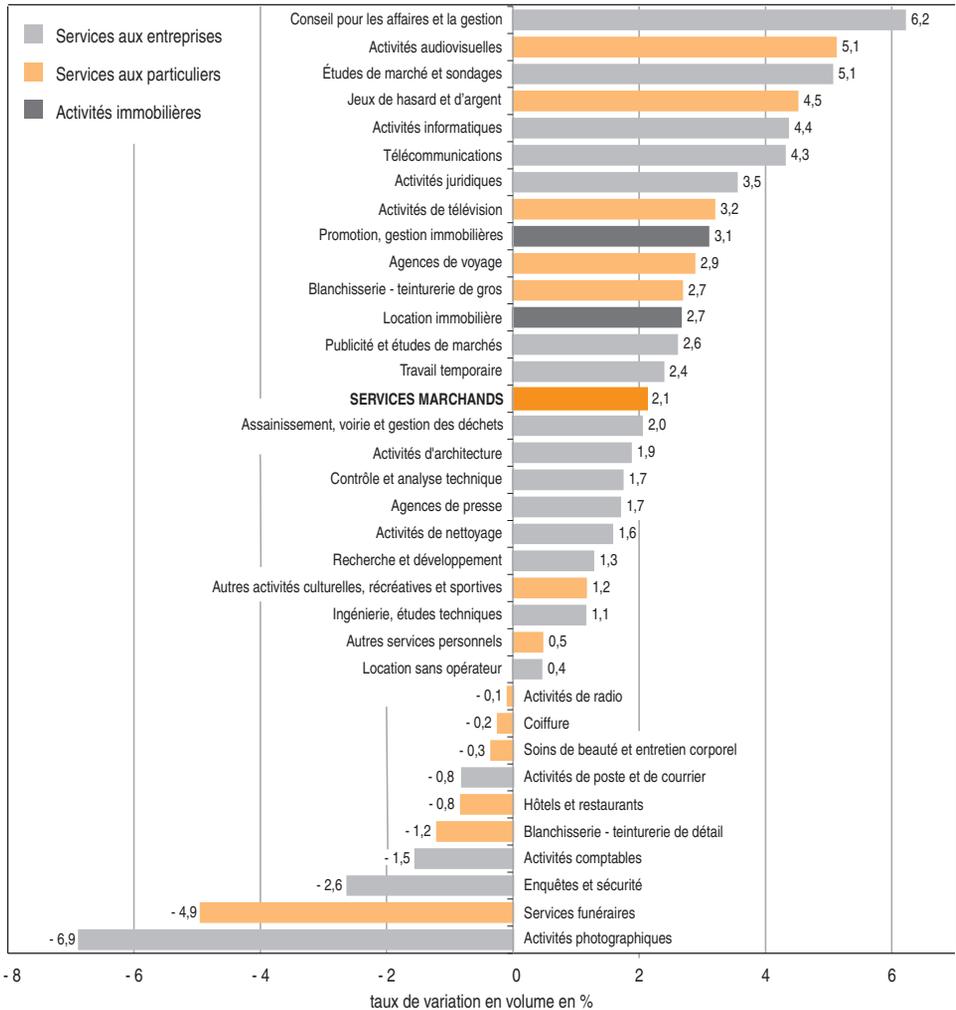
Au sein des services de **conseil et assistance** (+ 2,7 % en 2004), les **services informatiques**, après des années 2002 et 2003 difficiles, retrouvent une croissance plus rapide (+ 4,4 %, figure 4), grâce notamment à une forte augmentation de l'infogérance (gestion du système informatique par un prestataire externe à l'entreprise). Ce sont à la fois les consommations intermédiaires des entreprises et des administrations (+ 3,9 %) et la demande pour investissement (+ 4,5 %) qui soutiennent leur activité. Les prix des services informatiques, après le fort recul de 2003, se stabilisent en milieu d'année 2004 et remontent en toute fin d'année ; en moyenne annuelle, le prix de la production baisse cependant de 1,6 %. Le recul des prix en 2003 expliquait la baisse du chiffre d'affaires. Cette baisse faisait suite à la hausse très forte des années 1998-1999 (préparation du passage à l'an 2000) et 2001 (passage à l'euro). En 2004, le chiffre d'affaires des services informatiques repart à la hausse, surtout dans la seconde partie de l'année. Tous les secteurs consommateurs de ces services sont plutôt bien orientés : la meilleure performance vient du secteur des télécommunications (avec + 8,0 %) grâce au développement des réseaux et de l'internet ; la bonne tenue des dépenses du secteur public ne s'est pas démentie, avec une progression de 6,0 %. En revanche, la reprise de la demande de services informatiques en provenance de l'industrie et des autres services est plus modérée.

Dans le même temps, la branche de la **publicité et études de marché**, après trois années de repli, renoue avec la croissance, à un rythme légèrement supérieur à la moyenne (+ 2,6 %). La reprise de la demande intermédiaire des entreprises (+ 3,6 % après - 1,4 % et - 0,7 % en 2003 et 2002) explique la bonne orientation de la production en 2004. Ces résultats en volume

1. Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ex ART).

traduisent à la fois une hausse du chiffre d'affaires en valeur et une légère baisse des prix, essentiellement pour les agences de publicité. Les chiffres d'affaires en valeur ont augmenté au premier trimestre 2004 ; puis au cours des mois suivants, phases de baisse et de hausse ont alterné autour d'une tendance traduisant la stabilité.

Figure 4. Production des services marchands en 2004



Source : comptes des services, base 2000, Insee.

### La reprise profite aux entreprises de travail temporaire

Les **services opérationnels** sont également en phase de reprise, mais plus modestement (+ 1,4 %). Après trois années de baisse, l'activité des entreprises de **travail temporaire** (+ 2,4 %) croît à un rythme proche de la moyenne des services aux entreprises. Selon la Dares,

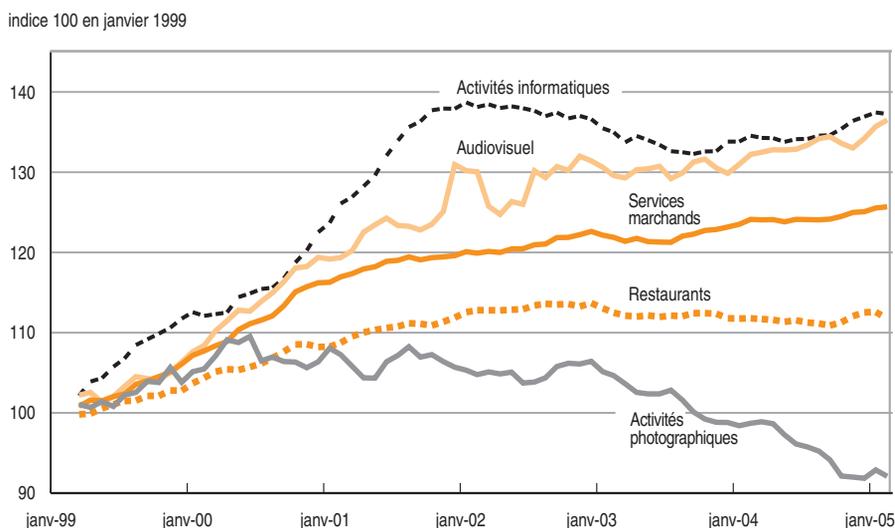
le volume de travail intérimaire en équivalent temps plein s'accroît de 4,8 % entre la fin 2003 et la fin 2004. Engagée au deuxième trimestre, la reprise de l'intérim a été particulièrement sensible au quatrième trimestre avec une hausse du volume de travail en équivalent temps plein de 2,5 %. Du quatrième trimestre 2003 au quatrième trimestre 2004, la demande des entreprises du secteur tertiaire a augmenté de 2,4 % tandis que les entreprises des secteurs industriels ont accru leur volume de travail intérimaire de 5,4 %.

Malgré un léger ralentissement par rapport aux années passées, l'**assainissement** (+ 2,0 %) progresse également selon la tendance d'ensemble des services aux entreprises. Les activités liées à l'environnement demeurent en expansion. En particulier, l'activité des entreprises de collecte et de traitement des eaux usées continue de progresser (+ 2,8 %) car les progrès dans la desserte et l'épuration se poursuivent avec la mise en œuvre de la directive européenne sur les eaux urbaines résiduaires. L'augmentation de la demande intermédiaire des entreprises contribue le plus fortement à la hausse de la production des activités d'assainissement, la demande des ménages évolue plus modestement et représente par ailleurs un poids plus faible.

D'autres services opérationnels n'enregistrent pas la même reprise de leur activité, en particulier ceux dont l'activité est fortement liée à une demande de la part des ménages. Les **activités photographiques** (- 6,9 %) accusent ainsi une forte baisse : l'essor de l'appareil numérique tire vers le bas l'activité des laboratoires techniques de développement et de tirage. Après une phase de stabilité entre 2000 et 2002, le chiffre d'affaires en valeur chute continûment depuis début 2003 (*figure 5*). La baisse en 2004 (- 9,7 %) de la consommation des ménages traduit le repli du recours au développement sur papier des photographies.

Par ailleurs, les activités de **location** ne progressent quasiment pas (+ 0,4 %) avec même une baisse pour la location de véhicules automobiles (- 4,1 %). Pour cette branche, la consommation des ménages recule (- 5,2 %) tout comme la demande des entreprises et des administrations (- 3,9 %) qui en représente la part la plus importante. Les entreprises ont limité le renouvellement de leur parc automobile : dans le cas de la location longue durée, un palier de maturité a vraisemblablement été atteint auprès des grandes entreprises.

**Figure 5. Chiffre d'affaires en valeur**



indice de valeur CVS-CJO, indice 100 en 1999 (moyenne mobile d'ordre 3 non centrée)

Source : indices de chiffres d'affaires, Insee.

Les activités d'**enquêtes et sécurité** baissent (-2,6 %) après une année 2003 déjà assez morose (+1,7 %). En revanche, dans le **nettoyage**, l'évolution reste positive (+1,6 %) mais plus timide que les années passées ; du fait de l'externalisation croissante du nettoyage des locaux, les services de nettoyage vont probablement encore progresser pendant quelques années. Le rythme de progression mensuelle du chiffre d'affaires du nettoyage, certes ralenti depuis 2003 par rapport aux forts taux de croissance enregistrés à la fin des années 1990, n'a pas connu de rupture en 2004.

## Nouvelle hausse des services liés à l'immobilier

Au sein des services marchands, les activités immobilières sont également parmi les plus dynamiques avec une production en hausse de 2,7 %. La **promotion et gestion immobilières** progresse encore (+3,1 %). La **promotion immobilière de logements** (+7,8 %) ainsi que l'**administration d'immeubles** (+4,6 %) tirent vers le haut la production de l'ensemble de la branche. La demande d'investissement des ménages est dynamique et les dépenses des entreprises en hausse également. Les ventes de logements neufs ont atteint un niveau très élevé en 2004. Ainsi, sur l'ensemble de l'année, selon les chiffres du ministère de l'Équipement, plus de 112 000 logements neufs ont été vendus (+8,7 %). Le dispositif « de Robien » joue favorablement sur le niveau de la demande : plus de 60 000 logements neufs destinés à l'investissement locatif ont été vendus en 2004 sous ce régime fiscal particulier. Les prix de vente des logements neufs sont à nouveau en forte hausse (+4,8 %) en 2004, après des accroissements compris entre +3 % et +3,5 % entre 2001 et 2003.

L'activité des **agences immobilières** augmente peu en volume en 2004 (+0,6 %), après deux années de croissance supérieure à 4 %. Si l'augmentation de l'activité est soutenue en valeur (+8,2 %), c'est en raison d'une forte hausse des prix (+7,5 %). L'accroissement du nombre de transactions réalisées en 2004 par l'intermédiaire des agents immobiliers est en effet modeste. La location immobilière croît en volume selon la moyenne (+2,7 %). Les sommes totales versées au titre des loyers progressent de 5,5 %, pour la moitié du fait de la hausse des prix (2,7 %), et pour l'autre moitié du fait de l'accroissement du parc et de la qualité des logements (2,7 %). Dans le secteur HLM, les prix des loyers ralentissent (+2,7 % après +3,3 % en 2003) alors que dans le secteur libre les prix évoluent un peu plus vite (+2,7 % après +2,5 %), tirés par des hausses de prix importantes à la relocation.

Parmi les services aux entreprises regroupés sous la dénomination « conseil et assistance », les **activités juridiques**, liées en partie à l'évolution des activités immobilières, progressent également plus rapidement que la moyenne (+3,5 %). La demande finale des ménages à la fois en investissement (+6,6 %) et en consommation (+5,0 %) soutient l'activité de la branche. Le prix de la demande d'investissement augmente sensiblement (+5,0 %), en relation avec l'augmentation des prix de l'immobilier. En effet, les droits de mutation, constitutifs des frais de notaire et comptabilisés en investissement, sont proportionnels au prix des logements, eux-mêmes en forte progression. Les chiffres d'affaires mensuels des services professionnels tels que les activités juridiques progressent selon une pente régulière en 2004, avec simplement un à-coup dans la seconde partie de l'année.

## Atonie des services aux particuliers, seuls cinéma et vidéo progressent

La production des **services aux particuliers** affiche pour la troisième année consécutive un faible rythme de progression (+0,7 % après +0,5 % en 2003 et +0,7 % en 2002, *figure 6*).

Figure 6. Production des services marchands

Branche	2002	2003 (*)			2004 (*)		
	millions d'euros	vol %	prix %	millions d'euros	vol %	prix %	millions d'euros
<b>Activités immobilières</b>	<b>216 937</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>229 379</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>241 671</b>
Promotion, gestion immobilières	23 636	5,4	4	25 891	3,1	5,3	28 101
Location immobilière	193 301	2,5	2,7	203 488	2,7	2,2	213 570
<b>Services aux entreprises</b>	<b>407 558</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>413 458</b>	<b>2,3</b>	<b>1,2</b>	<b>428 018</b>
Postes et télécommunications	58 099	2,4	- 0,1	59 472	3,3	0,9	62 010
Conseil et assistance	185 649	1,3	- 0,1	187 928	2,7	0,6	194 106
Services opérationnels	140 983	- 0,2	2,2	143 720	1,4	2,1	148 723
Recherche et développement	22 827	-3,6	1,5	22 338	1,3	2,5	23 179
<b>Services aux particuliers</b>	<b>120 843</b>	<b>0,5</b>	<b>2,3</b>	<b>124 266</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>127 242</b>
Agences de voyage	6 491	1,3	0,1	6 581	2,9	- 1,2	6 687
Hôtels et restaurants	65 655	- 0,5	2,8	67 150	- 0,8	2,5	68 297
Activités récréatives, culturelles et sportives	36 877	3	2	38 741	3,3	0,6	40 286
Services personnels	11 820	- 2	1,8	11 794	- 0,7	2,2	11 972
<b>Ensemble des services marchands</b>	<b>745 338</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>767 103</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>796 931</b>

(\*) Données provisoires.

Source : comptes des services, base 2000, Insee.

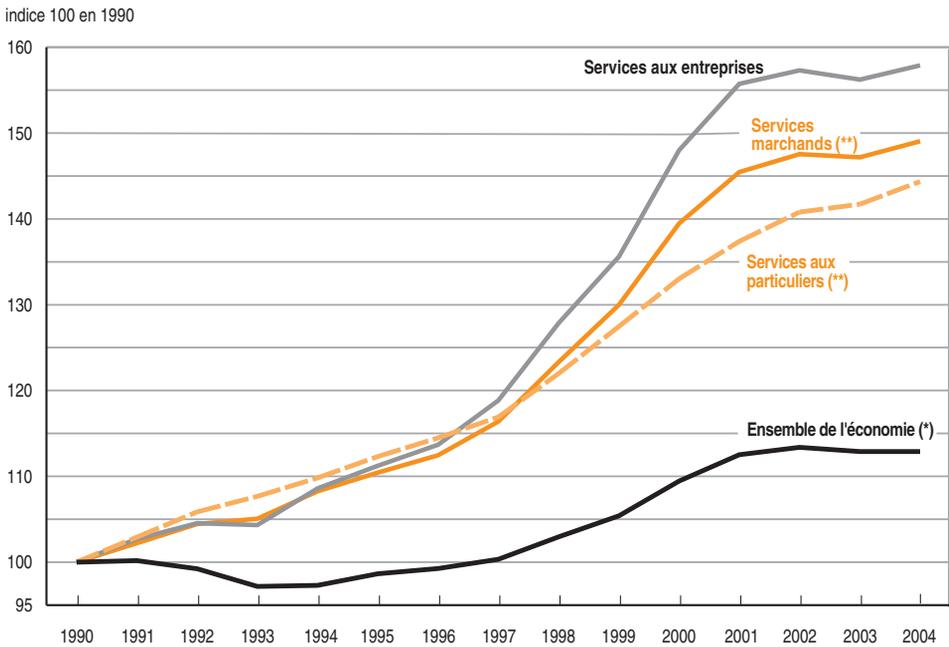
Seules les **activités récréatives, culturelles et sportives** sont en hausse en 2004 (+ 3,3 %), et en particulier les **activités audiovisuelles** (+ 5,1 %). Pour ces activités, la consommation des ménages (+ 7,9 %) dynamise la production, principalement dans les activités cinématographiques et de vidéo. Ainsi, la fréquentation des salles de cinéma s'accroît sensiblement en 2004 (+ 11,6 %) après un repli en 2003. De même, le développement du marché du DVD se poursuit en soutenant l'activité de la **distribution de films** (+ 11,6 %). Dans le même temps, les **autres activités récréatives, culturelles et sportives** progressent modérément (+ 1,2 %). Néanmoins la croissance est plus vive pour certaines branches où elle est soutenue par la demande des ménages : ainsi leur consommation s'accroît de 4,6 % pour les jeux de hasard et d'argent, de 4,1 % pour les activités liées au sport et de 3 % pour les parcs d'attraction. L'activité de la branche des **hôtels et restaurants**, poste le plus important des services aux particuliers, recule en 2004 (- 0,8 %), prolongeant la tendance amorcée en 2003 (- 0,5 %). La consommation des ménages, qui contribue pour près de 80 % à l'activité des **restaurants** et pour près de la moitié à celle des **hôtels**, baisse respectivement de 2,2 % et de 1,5 % dans ces branches. La fréquentation des hôtels baisse de nouveau en 2004 : les Britanniques, les Allemands et les Néerlandais sont moins venus dans notre pays en 2004 ; les Français, quand ils sont partis, ont augmenté de 8 % le nombre de leurs séjours sur le territoire, mais pour de plus courtes durées. Au total, le nombre de nuitées a diminué de 1 % en 2004. En termes de chiffre d'affaires, l'année 2004 est pour les restaurants sur une pente décroissante. La fin d'année est toutefois marquée par une reprise que le début 2005 ne semble pas confirmer. L'activité des **services personnels** se replie également (- 0,7 %) pour la deuxième année consécutive. La production des **coiffeurs**, qui représente la plus grande part de celle des services personnels, recule de 0,2 %, après une baisse de 2,3 % en 2003. La demande des ménages diminue régulièrement depuis 2001. En 2004, elle est stable (- 0,1 %) alors que les prix sont en hausse de 2,2 %. Pour les **blanchisseries de détail**, la production baisse en volume pour la troisième année consécutive. L'évolution du marché des soins de **beauté et d'entretien corporel** est plus contrastée : la production, après la montée en puissance des années 2001 et 2002

autour de 10 % par an, est presque stabilisée à -0,3 % en 2003 comme en 2004, ce qui traduit un marché arrivé à maturité. Enfin, la baisse du nombre de décès en 2004, en particulier après la surmortalité de 2003 due à la canicule, entraîne un recul de la production des **services funéraires** (- 4,9 %).

## Reprise apparente de l'emploi salarié

Après un léger recul de l'emploi en 2003, le regain d'activité dans les services marchands en 2004 s'accompagne d'une croissance de l'emploi salarié (figure 7). En moyenne annuelle, l'emploi salarié augmente dans ces secteurs de 60 000 personnes (+ 1,3 %), qui peuvent travailler à temps complet comme à temps partiel. Le rythme de progression de l'emploi est toutefois nettement moins fort que celui de la production en volume. Paradoxalement, l'augmentation des emplois se concentre essentiellement dans les secteurs où l'activité a été la moins vigoureuse.

**Figure 7. Évolution de l'emploi salarié en moyenne annuelle**



(\*) Hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, y compris services domestiques.

(\*\*) Hors services domestiques.

Source : synthèses et conjoncture de l'emploi, Insee.

L'emploi dans les services aux particuliers est ainsi en augmentation de 24 000 (+ 1,9 %), dans un contexte de faible croissance de la production (+ 0,7%). Au sein des services aux particuliers, les hôtels et restaurants restent les plus pourvoyeurs d'emplois (+ 17 000 soit + 2,2 %) alors que leur activité recule. Dans ce secteur, la croissance de l'emploi en nombre de personnes physiques s'accompagne vraisemblablement d'une stabilité du volume d'heures de travail comme cela s'était produit en 2002 et 2003.

Inversement, les services aux entreprises affichent une hausse de 34 000 emplois (+1,1 %), pour une production en volume qui progresse de 2,7 %. La croissance de l'emploi dans les services aux entreprises est due en grande partie à celle du travail temporaire. Ce secteur redevient créateur d'emplois en 2004 avec 13 000 salariés supplémentaires (+ 2,3 %), après un recul en 2003. Le secteur du conseil et assistance génère également 15 000 emplois supplémentaires (+ 1,3 %).

Dans le secteur de l'immobilier, dont la production progresse fortement (+ 2,7 %), l'emploi n'augmente que modestement : 2 000 emplois de plus en 2004, soit 0,8 % seulement.

En définitive, les services marchands sont, avec la construction (+ 15 000 emplois salariés, soit + 1,2 %), les secteurs où l'emploi salarié progresse le plus. Ainsi, les autres activités tertiaires (commerce, transports, services financiers) continuent de créer des emplois (+ 20 000), mais à un rythme faible, comparable à celui de 2003 (+ 0,4 % au lieu de + 0,5 %). De son côté, l'industrie en perd environ 96 000 (- 2,4 %), soit quasiment autant qu'en 2003.

Enfin, l'emploi non salarié progresse légèrement dans les services marchands (+ 0,4 %), alors qu'il est stable dans l'ensemble de l'économie (- 0,1 %).

### Encadré

#### Les comptes des services en base 2000

Les chiffres de comptabilité nationale de cet ouvrage (dans la vue d'ensemble comme dans les fiches) sont publiés en « base 2000 » : la totalité des séries a été révisée et aucune donnée n'est strictement comparable avec les chiffres de comptabilité nationale présentés en « base 1995 » dans les éditions précédentes.

Les changements de méthode de la base 2000 ont conduit à davantage se caler sur les sources comptables portant sur les entreprises non financières (pour les comptes définitifs). Pour les services marchands, cela a entraîné une révision à la hausse du niveau global de la production des branches d'environ 30 milliards d'euros à travers, en particulier, l'affectation des « autres produits d'exploitation », représentatifs, d'une part, des redevances pour concession, brevets, licences, droits... et d'autre part, des revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles, aux branches location immobilière et services opérationnels. Par ailleurs, l'investissement en logiciels a été révisé par souci d'harmonisation des méthodes sur le plan international : les logiciels développés pour compte propre ont été évalués en mobilisant des données sur les salaires des informaticiens.

Par ailleurs, un changement conceptuel, lié à la répartition des Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM), s'est répercuté sur les valeurs ajoutées de l'ensemble des branches et notamment celles des services marchands. Les Sifim, qui représentent la part des services financiers n'étant pas directement facturée, étaient en base 95 enregistrée globalement comme consommation intermédiaire d'une branche fictive. Le changement introduit en base 2000 consiste à répartir les Sifim entre leurs différents emplois

effectifs : consommation intermédiaire, consommation finale, exportations. Il y a donc un double effet sur le PIB, positif cependant en net : le relèvement des consommations intermédiaires induit une baisse des niveaux des valeurs ajoutées (estimée à 11 milliards pour l'ensemble des branches des services marchands en 2000) et inversement la prise en compte des Sifim dans les emplois finals rehausse le PIB.

Pour l'année 2004, les données sont extraites du compte provisoire. Celles portant sur l'année 2003 proviennent du compte semi-définitif ; pour l'année 2002 et les années antérieures, les chiffres sont tirés des comptes définitifs.

Par ailleurs, les données concernant la production sont des données en branches, correspondant à des activités pures : il est ainsi possible de faire le lien entre la production et la demande de produits. En revanche, les données concernant l'emploi sont des informations en secteur d'activité, c'est-à-dire que les entreprises y sont regroupées selon leur activité principale.

Le concept de production utilisé est proche de celui de chiffre d'affaires : il comprend les ventes de services, mais aussi la production pour compte propre (ex. logiciels développés pour compte propre). En revanche, il ne comprend pas les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité (ex : produits de coiffage). La production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de la hausse des prix.

Les statistiques de production et de demande des activités de services sont établies au niveau le plus fin de la nomenclature utilisée par la comptabilité nationale (66 branches d'activités, correspondant à des regroupements de NAF 700).

Les données sont présentées en valeur de l'année courante, avec les évolutions annuelles en volume et en prix. Elles sont calculées hors toute TVA.

### BIBLIOGRAPHIE

« Les services marchands en 2004, , Rapport sur les comptes », *document de travail n° E2005 / 06*, Insee, 2005 (consultable sur [www.insee.fr/fr/nom\\_def\\_met/methodes/doc\\_travail/liste\\_doc\\_travail.asp](http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/methodes/doc_travail/liste_doc_travail.asp)).

« Les comptes de la nation en 2004 : une reprise tirée par la demande », *Insee Première n° 1017*, mai 2005

Dossier « base 2000 » sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)